

G
29/05/97

PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
MINES - CARRIERES

Arrêté préfectoral n° 97 DAE 2 M 028 autorisant la société Carrières d'Isles les Villenoy à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers à Isles les Villenoy.

Le préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976, modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret n° 75.633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu les décrets n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu la demande en date du 23 avril 1993 complétée les 9 juillet 1993, 29 août 1994, 21 décembre 1994 et 30 mars 1995 par laquelle M. René ZEPPEGNO agissant en qualité de Président Directeur Général de la société "Les Carrières d'Isles les Villenoy", sollicite l'autorisation de poursuivre partiellement l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Isles les Villenoy pour une durée de 10 ans,

Vu les plans, renseignements et engagements joints à la demande précitée, notamment l'étude d'impact,

Vu les avis exprimés au cours de la consultation administrative,

Vu les avis exprimés au cours de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 20 septembre 1995 au 20 octobre 1995 inclus,

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique en date du 7 novembre 1995,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur parvenus en Préfecture le 27 novembre 1995,

Vu l'avis et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France,

Vu l'arrêté préfectoral n° 93 DAE 2 M 076 du 9 décembre 1993 refusant de donner acte de la déclaration d'abandon et mettant en demeure l'exploitant de remettre le site en état,

.../...

Vu l'arrêté préfectoral n° 95 DAE 2 M 005 du 25 janvier 1995 mettant en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative, dans le délai de deux mois, en complétant et modifiant la demande d'autorisation d'exploiter,

Vu l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 25 octobre 1996,

Vu le projet d'arrêté d'autorisation d'exploiter notifié à l'exploitant le 26 novembre 1996 et le 1er avril 1997,

Vu les observations formulées par l'exploitant en date du 16 décembre 1996 et du 16 avril 1997,

Vu les rapports n° SS/97.7 du 14 janvier 1997 et n° SS/97-123 du 9 mai 1997 du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

ARTICLE I-1 : La Société "Les Carrières d'Isles les Villenoy", 77450 ISLES LES VILLENNOY, est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à poursuivre partiellement l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables et graviers sise aux lieux-dits "Les longues raies", "L'étroit", "L'olivette", "Le bois du chêne", "Le poteau", "Le heurt grison", "Les roises", Les jardins de St Cloud, "Isles".

ARTICLE I-2 : Rubriques de classement au titre des installations classées

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relèvent des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation d'une carrière de sables et graviers sur une superficie de 110 ha 65 a 86 ca	2510-1°	A
Installation de criblage concassage de sables et graviers: - une station à sec de 380 000T/an - une station de matériaux lavés de 230 000T/an	2515-1° (ex 86 bis)	AP n° 78 DAGR 2 IC 138 du 24 juillet 1978

A = Autorisation

D = Déclaration

ARTICLE I-3 : Caractéristiques de la carrière

- Références cadastrales des parcelles autorisées : Commune d'Isles les Villenoy

Section	n°	Lieudit	Superficie	Secreur
ZC	13.	L'Etroit	38.75.80	C
ZC	14.	L'Etroit	10.46.20	C
ZC	27.	L'Olivette	03.92.19	C
ZC	30.	L'Olivette	05.10.28	C
ZE	17	Le Bois du Chêne	08.13.20	A
ZF	17	Le Poteau	04.74.10	B
ZF	18	Le Poteau	01.35.80	B
ZF	62	Les Roises	00.88.60	C
ZF	63.	Les Roises	13.84.60	C
ZF	78	Le Poteau	15.09.65	B
ZF	97	Les Roises	00.23.46	C
ZF	99	Les Roises	00.32.10	C
ZF	102	Les Roises	00.02.95	C
ZF	104	Les Roises	00.06.83	C
ZH	17	Les Jardins de St Cloud	07.70.10	A
Superficie totale 110 ha 65 a 86 ca				

- périmètre de l'autorisation

Un plan cadastré au 1/10 000 précisant le périmètre de l'autorisation est annexé au présent arrêté.

- durée de l'autorisation :

La présente autorisation est accordée pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

- volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits :

Le volume maximal annuel extrait de sables et graviers est 100 000m³, représentant un tonnage maximal de 200 000 tonnes.

- références cadastrales des parcelles pour laquelle l'autorisation est refusée pour incompatibilité avec le POS de la commune d'Isles Les Villenoy :

Section	N°	Lieudit	Superficie	Secteur
ZB	20P	Les Longues Raies	03.42.40	B
ZB	62	Les Longues Raies	03.08.38	B
ZF	27	Le Heurt Grison	00.06.95	C
ZF	28	Le Heurt Grison	00.22.74	C
ZF	30	Le Heurt Grison	00.18.55	C
ZF	32	Le Heurt Grison	01.29.05	C
ZF	74	Le Heurt Grison	01.19.53	C
ZF	89	Le Heurt Grison	00.67.39	C
Superficie Totale : 10 ha 14 a 99 ca				

dossier
abandon
du
nouveau
47

voir page 8
du présent arrêté

ARTICLE I-4 : Caractéristiques de l'installation de traitement

- tonnage maximal annuel de produits traités 200 000 tonnes.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GENERALES

Article II-1 : La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées. L'exploitation se déroulera selon le phasage ci-après précisé. L'exploitation du secteur C ne pourra commencer qu'après remise en état des secteurs A et B.

- 1^{ère} phase : Exploitation de la parcelle ZE 17.
 Remise en état de la parcelle ZH 17 et de la totalité du secteur A.
- 2^{ème} phase : Exploitation de la parcelle ZF 78 (partie Sud).
 Remise en état de la parcelle ZE 77 et de la totalité du secteur B.
- 3^{ème} phase : Déclaration d'abandon des secteurs A et B après leur remise en état totale.
- 4^{ème} phase : Exploitation des parcelles ZC 27 et de la partie Nord-Est de la parcelle 14.
 Remise en état de la parcelle ZE 29 et ZE 30.
 Création des futurs îlots sur le Nord-Est de la parcelle 14.
- 5^{ème} phase : Exploitation de la parcelle 14 du Nord vers le Sud jusqu'au droit de la parcelle ZE 5.
 Remise en état de la partie de parcelle 14 exploitée à la phase 4.
- 6^{ème} phase : Exploitation du restant de la parcelle ZE 14.
 Remise en état de la partie de parcelle ZE 14 exploitée à la phase 5.
- 7^{ème} phase : Exploitation de la partie de parcelle n° ZE 63 située sous l'installation de traitement des matériaux.
 Remise en état de la parcelle ZE 14 exploitée à la phase 6.
- 8^{ème} phase : Remise en état de la totalité du site.

Article II-2 : Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

Article II-3 : L'inspecteur des installations classées peut faire effectuer par un laboratoire agréé ou qualifié des prélèvements et des analyses des eaux, des effluents gazeux, des déchets de l'établissement, des audits et des analyses des sols (carottages,...), ainsi que le contrôle de la situation acoustique, des mesures de vibrations ou de perceptions d'odeurs. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX CARRIERES

Section 1 : Aménagements préliminaires

Article III-1 : Informations du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article III-2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- 1° des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- 2° des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état. Ces bornes seront placées de façon judicieuse pour permettre un contrôle aisé.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état de la phase considérée.

Article III-3 : Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article III-4 : Accès à la carrière

Les accès à la carrière seront aménagés à partir de la RD5 par réalisation de carrefours de type "tourne à gauche".

Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation ou de poursuite d'exploitation

L'exploitant est tenu d'adresser au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation ou de poursuite d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. Celle-ci est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées aux articles III-1 à III-4 ci-dessus.

Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Article III-6 : Déboisement et défrichement

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichement éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

A - Décapage des terrains

Article III-7 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère ou stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées

Article III-8 : Patrimoine archéologique

L'exploitant prend les mesures nécessaires à la prise en compte du patrimoine archéologique. En particulier, il avertit le Service Régional de l'Archéologie (Palais de Chaillot - Aile Paris - 1, place du Trocadéro et du 11 novembre - 75116 Paris) 15 jours au moins avant le début de chaque phase de décapage de la terre végétale.

Le décapage est effectué à la pelle rétro munie d'un godet de curage. En cas de mise à jour de vestiges nécessitant une fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné est subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

B - Extraction

Article III-9 : Epaisseur d'extraction

L'épaisseur maximale d'extraction est de 3,50 mètres dans les secteurs A et C, 8 mètres dans le secteur B.

Article III-10 : Front d'exploitation

Les fronts d'exploitation auront une pente compatible avec la tenue des terrains sans pouvoir dépasser 45°.

Article III-11 : Extraction en nappe alluviale

Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

La distance minimale séparant les limites de l'extraction des limites du lit mineur des cours d'eau ou des plans d'eau traversés par un cours d'eau est de 35 mètres.

Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires est interdit.

3 - Remise en état

Article III-13 : Elimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

Article III-14 : Remise en état du site

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte-tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée suivant les phases définies dans l'étude d'impact et les plans joints à la demande et à l'arrêté. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

La remise en état des secteurs A et B est un préalable à l'exploitation du secteur C.

Elle comporte notamment les dispositions suivantes :

- Retour à l'état agricole du Secteur A et du Secteur B,
- Sur le Secteur C : remise en état écologique conformément à l'étude d'impact écologique jointe à la demande (pages 44 à 54).

Article III-15 : Remblayage des carrières

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Seuls les secteurs A et B pourront faire l'objet d'un remblaiement dans les conditions précisées ci-après :

- Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, eaux devant être décantées provenant de la sucrerie, etc.... Les terres provenant des bassins de décantation pourront être admises en remblai sous condition que l'exploitant se soit assuré au préalable de leur caractère d'inertes.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones et les niveaux de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,
- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par voie fluviale ne peuvent être acceptés que s'ils ont été préalablement triés avant leur chargement afin de ne transporter que des matériaux inertes. Le bordereau de suivi porte mention de l'opération de tri.

En ce qui concerne les parties pour lesquelles l'autorisation est refusée et citées à l'article I-3 du présent arrêté, l'exploitant est tenu de les remettre en état dans un délai de 1 an et de fournir dans 6 mois au plus tard le dossier de déclaration d'abandon. Cette remise en état consistera, pour les parcelles situées dans le secteur C, au minimum en :

- la mise en sécurité du site,
- le nettoyage des terrains,
- l'interdiction de tout remblaiement,
- le maintien de "l'aspect sauvage" actuel du secteur.

La remise en état des parcelles ZB n° 62 et 20 p consistera au maintien en l'état actuel de l'embranchement ferroviaire et le boisement de la partie de parcelle ZB n° 62 en espace boisé classé conformément au P.O.S. de la commune.

donné
fait
nov. 97

Section 3 : Sécurité du public

Article III-16 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

Article III-17 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Section 4 : Plans

Article III-18 : Plans

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des éléments visés à l'article III-17 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état.

A chaque échéance annuelle, à compter de la notification du présent arrêté, une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés à l'inspecteur des installations classées.

Abrogé par l'arrêté III 2
AP 99 DAI 2M 069

CHAPITRE IV : PREVENTION DES POLLUTIONS

Article IV-1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article IV-2 : Intégration dans le paysage

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

Article IV-3 : Pollution des eaux

IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

IV-3-2 Rejets d'eau dans le milieu naturel

IV-3-2-1 Eaux de procédés des installations

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

IV-3-2-2 Eaux rejetées : Eaux de ruissellement

Les eaux de ruissellement canalisées par le réseau prévu à l'article III-3 du présent arrêté et rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

PARAMETRES	CARACTERISTIQUES	NORME DE REFERENCE
pH.	$5,5 < \text{pH} < 8,5$	
Température	$< 30^{\circ}\text{C}$	
MEST	$< 35 \text{ mg/l}$	NFT 90-105
DCO sur effluent non	décanté $< 125 \text{ mg/l}$	NFT 90-101
Hydrocarbures	$< 10 \text{ mg/l}$	NFT 90-114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NFT 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure de débit et d'un dispositif de prélèvement.

L'exploitant fait procéder à un contrôle tous les ans des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures,... ainsi que du débit. Les résultats sont consignés dans un registre.

Article IV-4 : Pollution de l'air

I - L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

II - Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm^3 (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température - 273° Kelvin - et de pression - 101,3 Kilo pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec-).

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus ne peuvent excéder une durée continue supérieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

Au-delà d'une teneur en poussières des gaz émis supérieure à 500 mg/Nm^3 , l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

Des contrôles pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses sont effectués tous les ans. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.

Article IV-5 : Incendie et explosion

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article IV-6 : Déchets produits

Les diverses catégories de déchets produits sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Article IV-7 : Bruits et vibrations

Les installations et l'exploitation de la carrière sont conduites de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

IV-7-1 Bruits

Les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tout point des parties extérieures (cour, jardin, terrasse,...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6 H 30 à 21 H 30, sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 H 30 à 6 H 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 (JO du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE EN DBA	
	PERIODE DIURNE	PERIODE NOCTURNE
Limite de la zone d'exploitation autorisée	55 dBA	45 dBA

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LECQ.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent avant le 22 octobre 1997, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 69.380 du 18 avril 1969.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les 12 mois lorsque les fronts de taille se rapprocheront à une distance de 200 mètres des zones habitées.

Article IV-8 : Transport des matériaux

Au départ de l'exploitation, pour la totalité de la production les matériaux seront transportés par voie routière.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article V-1 : Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article V-2 : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article V-3 : L'exploitant doit adresser au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret du 21 septembre 1977 modifié.

Article V-4 : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article V-5 : En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les titres VI et VII de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, par l'article 43 du décret du 21 septembre 1977 modifié, par les articles 22 à 30 de la loi du 3 janvier 1992 et par les articles 24 à 25 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée.

Article V-6 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie d'ISLES LES VILLENVOY et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie d'ISLE LES VILLENVOY pendant une durée minimum d'un mois; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif de cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article V-7 : La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par des textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à la voirie des collectivités locales, notamment l'ordonnance 59-115 du 7 janvier 1959 et la loi du 2 août 1960.

Article V-8 : La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

Article V-9 : Garanties financières

Cette carrière sera soumise à garanties financières à compter du 14 juin 1999. Six mois avant cette date l'exploitant fera parvenir à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement un dossier justificatif précisant les superficies et les montants de garanties.

Ce dossier comportera notamment la durée d'autorisation, la quantité maximale annuelle extraite, la quantité totale à extraire et la surface totale (emprise du site) autorisées, le schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état et enfin l'évaluation du montant des travaux de la remise en état. Le schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état et l'évaluation du montant de la remise en état prennent en compte l'approche par période quinquennale.

Ce montant peut être fondé sur une approche forfaitaire (liée à l'emprise de la carrière) soit sur une estimation détaillée et exhaustive poste par poste, établie en utilisant (annexe 2 ou l'annexe 3) selon le cas de la circulaire ministérielle du 14 février 1996.

La demande précise également la nature des garanties financières (leur forme juridique) et le délai de leur mise en place.

Article V-10 : Délais et voies de recours
(Article 14 de la loi du 19 juillet 1976)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

B.V. ✓
- JPL

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE V - 11 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- au demandeur sous pli recommandé avec accusé de réception
- à M. le sous préfet de Meaux,
- à MM. les maires de Isles les Villenoy, Trilbardou, Vignely, Villenoy, Mareuil les Meaux, Nanteuil les Meaux, Quincy Voisins, Condé Sainte Libiaire, Couilly Pont aux Dames, Montry, Saint Germain sur Morin, Magny le Hongre, Esbly, Coupvray, Lesches, Jablines, Précy sur Marne, Chauconin Neufmoutiers et Chalifert,
- à M. le directeur départemental de l'équipement,
- à M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- à M. le Chef du District d'EDF,
- à M. le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- à M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- à M. le Directeur Opérationnel des Télécommunications,
- à Mme l'Architecte des Bâtiments de France,
- à M. le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France,
- à M. l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- à M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France à Paris,
- M. le chef de groupe de subdivisions de la direction régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France - Savigny,
- Chrono,

- 9 JUIN 1997

Melun, le 29 mai 1997

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Didier PETETIN

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation

Le Chef de Bureau



Catherine BONNEAU